

JUSTICE ÉCONOMIQUE : POUR QUE TOUT LE MONDE Y TROUVE SON COMPTE

Chaque jour, nous avons sous les yeux des exemples d'inégalités économiques que nous ressentons souvent comme des injustices.

Nous nous posons des questions : d'où cela vient-il? Est-ce qu'on peut changer les choses?

Voici une série de trois fiches qui présente d'abord les origines des injustices économiques (fiche 1); elle expose ensuite quelques mécanismes et enjeux actuels de l'économie mondiale (fiche 2); et finalement elle invite à découvrir des solutions pour mettre fin aux injustices et cheminer vers une véritable justice économique (fiche 3).

En pleine pandémie de COVID-19

**2x
fortune**

La fortune des dix hommes les plus riches du monde a doublé, alors que les revenus de 99 % de l'humanité ont diminué.



L'ÉCONOMIE MONDIALE D'AUJOURD'HUI ET LE POUVOIR DÉMESURÉ DES ENTREPRISES TRANSNATIONALES

Entre mars 2020 et novembre 2021, en pleine pandémie de COVID-19, la fortune des dix hommes les plus riches du monde a doublé, alors que les revenus de 99 % de l'humanité ont diminué, pour plusieurs de façon très importante¹. Au même moment, on constatait que le travail des enfants augmentait pour la première fois depuis deux décennies : au début de l'année 2020, 160 millions d'enfants - dont la moitié avaient moins de 11 ans - étaient forcés de travailler, soit 8 millions de plus qu'en 2016². Pourquoi ces injustices croissantes? Cette fiche présente quelques grandes lignes du fonctionnement et des principales tendances problématiques pour mieux comprendre l'économie mondiale actuelle³.

Le néocolonialisme ou la nouvelle domination des pays du Sud à des fins économiques

D'abord, il importe de comprendre que le système économique mondial repose sur la domination par une poignée d'États, surtout du Nord, de la majorité des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'une partie de l'Asie. Ces dynamiques de domination sont principalement motivées par la protection des intérêts commerciaux et financiers des pays dominants.

L'impérialisme néocolonial : il n'y a plus d'impératrices et d'empereurs tout-puissants, mais l'**impérialisme** n'a pas cessé d'exister avec la décolonisation du 20^e siècle. Il y a encore des grandes puissances qui visent à placer d'autres États sous leur dépendance politique ou économique, alors même que ces États sont théoriquement indépendants. Le **néocolonialisme** désigne l'ensemble des actions menées par des gouvernements plus puissants et des entreprises multinationales, qui répètent les logiques d'exploitation et de domination de pays du Sud pour développer leurs propres intérêts économiques ou géostratégiques. Ils s'immiscent dans leurs processus politiques, notamment par du financement, allant jusqu'à favoriser l'installation de régimes dictatoriaux.

L'un des exemples les plus connus est celui du Chili, en 1973, où les États-Unis ont soutenu le coup d'État du général Augusto Pinochet contre le président démocratiquement élu, Salvador Allende, afin de protéger les intérêts des compagnies américaines qui contrôlaient les principales ressources minières du pays. La dictature de Pinochet qui en résulta fut l'une des plus longues et cruelles en Amérique du Sud.

L'endettement des pays du Sud avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI) : en 1944, vers la fin de la deuxième guerre mondiale, une quarantaine d'États alliés se réunissent pour établir les bases de la reconstruction et d'un nouveau système financier international. L'Angleterre, et surtout les États-Unis, sont en position de leadership et dessinent les orientations à leur avantage. Deux institutions majeures sont créées : la Banque mondiale, pour prêter de l'argent aux pays qui en ont besoin, et le FMI, pour stabiliser le système monétaire mondial. Les décisions y seront prises par les États sur la base des capitaux qu'ils détiennent : plus de capitaux = plus de voix.

Dès le début, les États occidentaux riches ont ainsi dominé ces deux organisations, qui ont ensuite favorisé l'impérialisme occidental sur les pays du Sud, en propulsant plusieurs de ces pays dans une spirale d'endettement sans fin. De plus, l'accès aux prêts et aux programmes d'aide était conditionnel à une série de réformes nommées ajustements structurels. Les pays emprunteurs ont dû, par exemple, privatiser leurs services publics, qu'il s'agisse de l'école primaire, de l'eau potable ou des hôpitaux; abolir les subventions à leur agriculture et aux entreprises locales; s'ouvrir aux entreprises étrangères; abolir des lois qui protègent les droits au travail, la santé et l'environnement⁴. Ces mesures ont eu des effets dévastateurs sur les communautés et les peuples, et ces pays sont encore aujourd'hui obligés de s'endetter davantage pour composer avec ces impacts.

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE MONDIALISÉE : DES MÉCANISMES DE POUVOIR BIEN HUILÉS

Cette nouvelle domination par les pays riches est accentuée par la mondialisation de l'économie capitaliste à un niveau sans précédent. Le pouvoir des entreprises transnationales, des banques et des élites commerciales et financières est devenu démesuré⁵. En effet, une firme peut échapper aux lois nationales en traversant les frontières : elle peut extraire des ressources naturelles là où elles se trouvent; installer ses usines de production dans un autre pays où la main-d'œuvre est moins chère et moins protégée; transférer ses entrepôts là où les infrastructures de transport et les exemptions de taxes sont les meilleures; elle concentre ses activités de recherche et de développement là où se trouvent les chercheurs les mieux formé-e-s et subventionné-e-s à même les fonds publics; et elle fait allègrement circuler ses capitaux d'un bout à l'autre de la planète, enregistrant ses activités financières là où les lois fiscales sont les plus favorables. C'est dire les immenses pouvoirs et opportunités que s'approprient les élites financières à la tête de ces entreprises!

Inversement, les peuples du Sud, les travailleuses et les travailleurs du monde entier, les communautés paysannes, entre autres, voient leur liberté et leurs droits régulièrement menacés et réprimés. Les services publics et les biens communs, comme l'eau potable et les terres agricoles, sont de plus en plus privatisés. Les ressources naturelles, la biodiversité et la nature ne cessent de faire face à la dégradation et à la destruction par la surexploitation.

Ces phénomènes n'ont pas surgi naturellement ou par hasard : les politiques, les lois, les normes et les programmes qui confèrent autant de pouvoir aux acteurs économiques ont été adoptés par les gouvernements, souvent sous la pression de ces mêmes acteurs économiques. Les lois économiques ne sont pas des effets de la nature, mais des choix politiques délibérés.

En voici trois exemples forts.

L'Organisation mondiale du commerce (OMC), le libre-échange et le droit des entreprises de poursuivre les gouvernements : l'OMC a été mise en place par les gouvernements en 1994 pour s'occuper des règles régissant le commerce international entre les pays. Il s'agit d'un lieu de pouvoir très important où divers accords sont négociés par les États, notamment sur le libre-échange. Ces accords contiennent le même type de réformes que les programmes d'ajustement structurel dont on a parlé plus haut. De plus, ils permettent aux entreprises transnationales de poursuivre les gouvernements en justice lorsqu'elles s'estiment lésées dans leurs investissements par les lois et règles adoptés par ces gouvernements. Ces accords commerciaux ont considérablement réduit la capacité des gouvernements à protéger les communautés, les travailleuses et travailleurs, le bien commun et l'environnement. Le pouvoir politique et la démocratie sont ainsi soumis au pouvoir économique des entreprises.

Les paradis fiscaux : les paradis fiscaux sont créés lorsque des États offrent une législation et signent entre eux des accords protégeant financièrement et fiscalement les entreprises, notamment avec des taux d'imposition très bas ou nuls. On estime que près de 40 % de la richesse mondiale passe par les paradis fiscaux⁶, évitant ainsi la plus grande partie des impôts normalement dus. Au Canada, le montant placé par les entreprises canadiennes dans 12 paradis fiscaux a été évalué, en 2019, à 381 milliards de dollars. Cela prive les communautés de ressources colossales et essentielles, qui devraient aller aux services publics, aux programmes sociaux, aux infrastructures et à la protection des droits et de la nature. Bien qu'ils soient périodiquement dénoncés, les paradis fiscaux continuent à prospérer avec la complicité des gouvernements : ainsi, le Canada maintient, notamment avec la Barbade, un accord fiscal favorisant l'évitement fiscal à haute échelle⁷.

Le lobbyisme intensif et l'influence des entreprises sur les gouvernements : le lobbyisme désigne l'ensemble des activités d'influence auprès des décideurs politiques, menées traditionnellement dans les coulisses du pouvoir, hors des lieux de débats publics. Ces activités sont reconnues comme légales aujourd'hui et sont réglementées, notamment afin d'assurer une certaine transparence. Comme les compagnies multinationales possèdent d'immenses moyens, elles ont intensifié leurs activités de lobbyisme au cours des dernières décennies et elles ont remporté des succès néfastes pour les droits humains et l'environnement. Par exemple, le lobbyisme des grandes compagnies pharmaceutiques a eu comme résultat que les gouvernements ont refusé, à l'OMC, de libérer les droits de propriété intellectuelle sur les vaccins et les tests contre la COVID-19; les pays du Sud ont ainsi été empêchés de les produire et d'y avoir accès à moindre coût.

L'ÉCONOMIE CAPITALISTE MONDIALISÉE : DES ENJEUX INQUIÉTANTS ET PEU VISIBLES

Plusieurs phénomènes peu visibles, mettant en jeu la qualité de vie et les droits de nombreuses communautés et personnes, sont la conséquence de la mondialisation capitaliste. Il faut les nommer si on veut rendre justice à ces populations.

La transformation de l'agriculture et de l'alimentation

Le développement des **monocultures industrielles**, type d'agriculture où une unique sorte de produit agricole est cultivée sur de grandes surfaces pendant de nombreuses années, a semblé une solution à la demande mondiale en alimentation. Les gouvernements du Nord et les institutions internationales le soutiennent, car cela correspond aux intérêts de l'industrie agroalimentaire mondialisée, dominée par un petit nombre d'entreprises très puissantes. Pourtant, nous savons maintenant que cette forme d'agriculture génère énormément de pollution de l'eau, de dégradation rapide des terres fertiles, de déchets et de gaspillage. Par l'utilisation massive de pesticides chimiques, elle met aussi à risque la santé des travailleuses et travailleurs de la terre, sans leur procurer de gros revenus. Enfin, les produits issus de l'agriculture industrielle ne nourrissent que 30 % de la population mondiale, alors que 70 % des gens dépendent de l'agriculture paysanne pour se nourrir. Celle-ci, beaucoup moins polluante, est pourtant laissée sans soutien technique, matériel et financier par les décideurs.

Il y a pire encore : les États adoptent de plus en plus de règles en faveur de l'industrie agroalimentaire, qui vont jusqu'à criminaliser les pratiques de la petite paysannerie. C'est le cas avec les semences, dans la foulée des accords de l'OMC sur la propriété intellectuelle : des lois nationales obligent paysannes et paysans à utiliser des semences commerciales standardisées et coûteuses, en leur interdisant de récolter, échanger et utiliser les semences issues de leurs propres cultures. Un marché semencier lucratif peut ainsi se développer⁸. En même temps, des fonds financiers venant du Nord (dont du Québec), accaparent les meilleures terres et y installent des monocultures à grande échelle : ils font ainsi disparaître l'agriculture paysanne et provoquent le déplacement forcé de communautés rurales entières⁹.

De nouvelles formes d'esclavage

Face cachée de la mondialisation, de nouvelles formes d'esclavage, où les personnes perdent parfois toute leur autonomie, affectent surtout des communautés d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie.

La traite et le travail forcé : selon les Nations Unies, des millions de personnes sont menacées par la traite dans le monde actuellement. Quelque 70 % des victimes sont des femmes et des filles et plus d'un tiers sont des enfants. Ce sont majoritairement des personnes qui ont été forcées de quitter leur foyer en raison d'un conflit armé, de difficultés socio-économiques ou de catastrophes naturelles. La traite des personnes alimente surtout les domaines de l'exploitation sexuelle (50 %) et du travail forcé (40 %)¹⁰.

L'exploitation des travailleurs et travailleuses migrant-e-s : en 2019, 169 millions de personnes étaient travailleuses et travailleurs migrant-e-s dans le monde¹¹. Plusieurs gouvernements, notamment ceux du Canada et du Québec, s'appuient de manière croissante sur la migration temporaire du travail pour pallier le manque de main d'œuvre dans certains secteurs, autorisant des salaires bas, des conditions de travail difficiles et la privation de droits citoyens. En raison du caractère temporaire de leur statut et du lien de dépendance envers leur employeur, ces personnes sont beaucoup plus vulnérables aux abus, à l'exploitation et aux violences.

Le travail et l'exploitation des enfants : on estime que 160 millions d'enfants sont astreints au travail, ce qui les prive « (...) de leur enfance, de leur potentiel et de leur dignité, et qui nuit à leur développement physique et mental¹² ». Le nombre d'enfants qui effectuent des travaux dangereux a augmenté de 6,5 millions depuis 2016, pour atteindre 79 millions en 2021.

Les femmes, l'économie des soins et les secteurs informels : pour que les sociétés fonctionnent, il faut prendre soin des gens, petits et grands, avec tout ce que cela implique au niveau de l'éducation, de l'alimentation, du logement, de l'aide et de l'entraide, etc. Presque partout dans le monde, ce travail est essentiellement exercé par des femmes : « Les femmes et les filles consacrent 12,5 milliards d'heures chaque jour dans le monde aux tâches ménagères (...) la valeur [de ce travail] s'élève à 10 800 milliards de dollars, soit trois fois la valeur du secteur des technologies¹³ ». Ces milliards d'heures de travail sont pourtant essentielles à l'économie, puisqu'elles fournissent les travailleuses et travailleurs dont les entreprises ont besoin; de plus, elles permettent à une minorité essentiellement masculine de pouvoir se consacrer à son enrichissement propre.

« Le soin est la face B du système socio-économique capitaliste. Il est tout ce dont nous avons besoin pour que la vie fonctionne et ne nous est pas donné par le marché ou l'État. Ce sont les travaux essentiels pour la continuité du réseau de vie qui se déroule de ce côté du marché, au plus près de la vie. »

- Amaia Perez Orozco, *Le care ? Un terme dans un différend politique*¹⁴

De nombreuses femmes des pays du Sud doivent en plus chercher un revenu supplémentaire pour leur famille. Elles sont plus souvent poussées à travailler dans ce qu'on appelle l'**économie informelle**, mal payée et mal protégée, où elles sont majoritaires dans plusieurs secteurs, dont celui des soins et particulièrement le travail domestique. Tout cela se traduit par un écart de richesses selon le genre qui ne cesse de grandir, selon un rapport récent d'ONU Femmes¹⁵.

Nous vous invitons donc à agir! Plusieurs alternatives et pistes de solution sont mises de l'avant par les groupes et les communautés du Sud, les femmes et les peuples autochtones, d'ici et d'ailleurs. Il y a plusieurs façons, à partir de notre situation, de soutenir la justice économique :

jqsi.qc.ca/ressources



aqoci.qc.ca/petition



#JQSI2022

#JusticeÉconomique

Merci à Laurence Fortier du Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (GRÉDIL), Eduardo Malpica du Comité de Solidarité/Trois-Rivières, Amélie Nguyen du Centre international de solidarité ouvrière (CISO), Marie-Ève Marleau du Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL), Antonella De Troia, Virginie Gagnon d'Oxfam-Québec et Élisabeth Germain, pour leurs révisions et leurs commentaires éclairés.

Un mini glossaire est disponible ici
jqsi.qc.ca/ressources



1 Oxfam-Québec, Les inégalités tuent, janvier 2022.

2 Le Temps, Le travail des enfants augmente pour la première fois en deux décennies, juin 2021.

3 Pour un retour dans l'histoire, voir la première fiche : Pourquoi notre économie est-elle si injuste? Un peu d'histoire.

4 Les programmes d'ajustement structurel et leurs impacts ont été largement documentés, notamment par les rapporteurs spéciaux des Nations Unies. On retrouve de bonnes ressources pédagogiques sur l'endettement des pays du Sud auprès du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes.

5 Les « entreprises transnationales » sont des entreprises installées dans plusieurs pays. L'expression est à peu près synonyme de « multinationales », mais le mot « transnational » apporte une nuance : ces entreprises ne se contentent pas d'être présentes dans plusieurs pays (multi), elles passent à travers les frontières (trans) pour optimiser les bénéfices de leurs activités. Voir Géoconfluences, Entreprise multinationale, firme transnationale (FTN, FMN...).

6 Collectif Échec aux paradis fiscaux.

7 Le Devoir, Les entreprises canadiennes plus présentes dans les paradis fiscaux, juillet 2020.

8 Grain, Les lois semencières qui criminalisent les paysannes et les paysans. Résistances et luttes.

9 Grain, L'accaparement des terres perpétré par les fonds de pension dans le monde doit cesser, novembre 2018.

10 AQOCI, Ce qu'il faut dénoncer : la traite des filles et des femmes, novembre 2021.

11 OIT, Les migrations de main-d'œuvre dans le monde en hausse de cinq millions, juin 2021.

12 UNICEF, Dix choses que vous ignorez à propos du travail des enfants, juin 2021.

13 Oxfam, Celles qui comptent, 2020.

14 Amaia Pérez Orozco, Le care ? Un terme dans un différend politique, Capire, 2022.

15 ONU Femmes, La COVID-19 creusera l'écart de pauvreté entre les femmes et les hommes, selon de nouvelles données d'ONU Femmes et du PNUD, 2020.

Les JQSI sont appuyées financièrement par